

Note de conjoncture

> L'analyse économique de FranceAgriMer



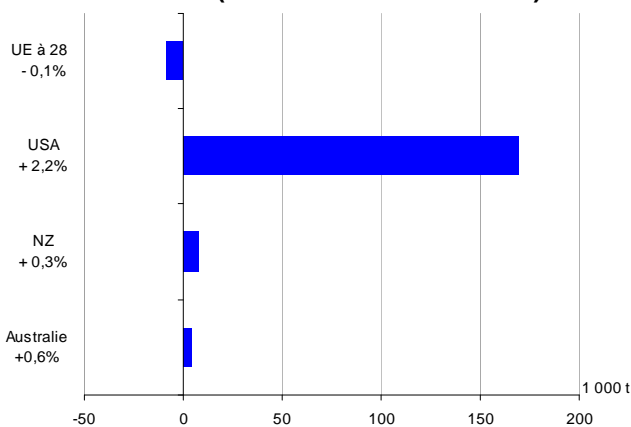
• Conseil spécialisé Filières laitières / 15 avril 2015

Marché mondial

La collecte mondiale est stable par rapport à 2014 sur ce début d'année

Au mois de janvier 2015, la collecte des quatre principaux producteurs mondiaux (Australie, États-Unis, Nouvelle Zélande, Union européenne) a progressé de 0,8 % par rapport à janvier 2014 (+ 174 milliers de tonnes). Depuis le 4^e trimestre 2014, la croissance de la production mondiale a tendance à ralentir. C'est tout d'abord l'Union européenne qui a réduit sa collecte, en raison d'une dégradation de la conjoncture mais également de l'approche de la fin de campagne et d'un dépassement prévisible des quotas de la part d'un certain nombre d'États membres. La Nouvelle Zélande semble de son côté avoir souffert de conditions climatiques un peu difficiles en janvier et surtout en février, en raison d'une sécheresse. Au total sur ces deux mois, la collecte a reculé de 2,3 % (104 milliers de tonnes de moins), avec un recul particulièrement prononcé en février (- 5,7 %).

Écart de collecte (1 m de 2015 vs 1 m 2014)



Sources : Eurostat, USDA, DCANZ, Dairy Australia

En Australie, la collecte reste à des niveaux relativement bas comparativement aux années antérieures à 2010, mais une croissance de 3,1 %

(+ 46 000 tonnes) peut toutefois être observée en cumul sur janvier et février, par rapport à la même période de l'année précédente. Enfin, la collecte étatsunienne est en hausse pour le 14^e mois consécutif, depuis janvier 2014. En cumul sur les deux premiers mois de l'année, les États-Unis ont produit 289 milliers de tonnes supplémentaires (+ 1,9 %).

Un ralentissement des échanges sur le marché mondial faute de débouchés

Sur le début d'année, les échanges mondiaux de produits laitiers industriels sont nettement moins dynamiques qu'un an auparavant. La principale raison est le repli de la demande de la part de certains des principaux importateurs, notamment de la Chine. Sur janvier-février 2015, par rapport à la même période de 2014, les achats chinois de poudre grasse ont diminué de 42 % (- 93 200 tonnes), ceux de poudre de lait écrémé de 33 % (- 20 200 tonnes), tout comme ceux de matière grasse solide (- 6 400 tonnes). Sur les fromages, c'est surtout l'absence du débouché russe qui freine le commerce.

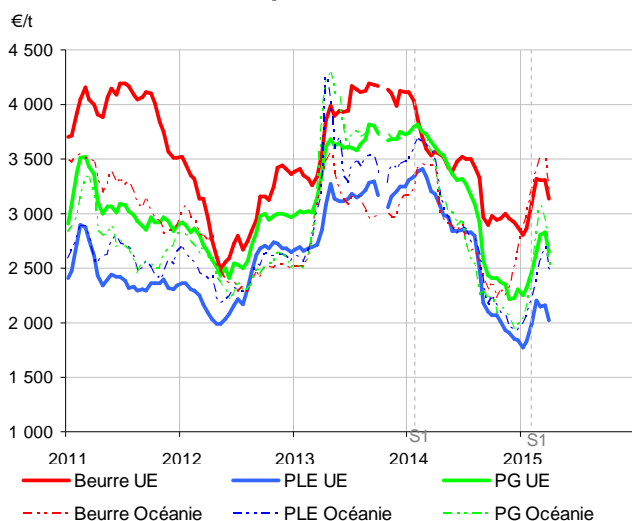
Par conséquent, les grands exportateurs ont ralenti leurs ventes, de toute façon également limitées par leurs disponibilités (du fait du ralentissement de la collecte). Ainsi, la Nouvelle Zélande a réduit ses exportations de poudre grasse de 12,4 %, soit de - 36 900 tonnes environ, avec un repli de 127 600 tonnes vers la Chine (- 68 %), compensé donc par des ventes vers d'autres destinations en Asie, au Moyen-Orient et en Algérie, où la Nouvelle Zélande est venue concurrencée l'Union européenne. Les opérateurs néo-zélandais ont en revanche renforcé leurs exportations de poudre de lait écrémé (+ 28 %, + 17 900 tonnes) vers l'Asie, hors Chine. Les tendances sont identiques en Australie (sur deux mois), avec un repli des ventes de poudre grasse (- 43 %), surtout vers la Chine, et une hausse des expéditions de poudre de lait écrémé (+ 18,3 %), la demande indonésienne compensant largement celle de la Chine.

C'est une baisse globale des exportations qui a pu être observée aux États-Unis sur les deux premiers mois de l'année, de - 71 % sur le beurre à - 14 % sur la poudre de lait écrémé. Sur ce produit, les américains se sont détournés du marché asiatique (Chine mais également Vietnam, Indonésie, Philippines) pour se concentrer sur le Mexique. Les ventes de fromages ont également chuté de 16 %, ce qui représente un peu plus de 10 000 tonnes, dont 2 250 tonnes de moins vers l'Union européenne (- 93 %). Le marché communautaire semble être « saturé » en fromages, malgré la baisse des fabrications, et les importations ont reculé, touchant les États-Unis mais également la Nouvelle Zélande (- 43 %) et l'Australie (- 97 %).

Une remontée des cours mondiaux des produits industriels avant un nouveau repli

Au début de l'année 2015, les prix des produits industriels ont atteint un point bas. Alors que tout portait à croire que la baisse allait se poursuivre, en raison notamment de la moindre demande mondiale, la tendance s'est inversée dès le mois de février. Le ralentissement de la collecte en est probablement la principale raison. Mais l'approche de la fin des quotas a freiné cette reprise des cours dans le courant du mois de mars, notamment dans l'Union européenne. Faute de savoir comment la collecte va évoluer à partir d'avril, les achats se sont faits plus rares. Et il semblerait que cette baisse des prix anticipe déjà d'importantes quantités de lait collectées dans les prochains mois.

Cours mondiaux des produits laitiers industriels



Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

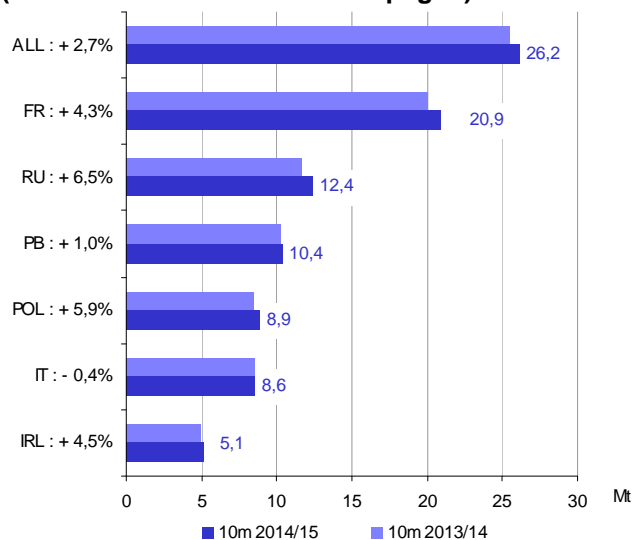
La parité euro/dollar a continué à évoluer en faveur de l'Union européenne en ce début d'année, atteignant 1,06 au 16 mars 2015 avant de remonter très légèrement sur les trois semaines suivantes. Ainsi, sur les poudres comme sur le beurre, les produits communautaires sont devenus plus compétitifs que les produits océaniques et américains sur le marché mondial.

Marché européen

La collecte européenne poursuit son ralentissement

D'après les données communiquées sur Eurostat par les États membres, la collecte de l'Union européenne à 28 est stable au mois de janvier 2015 (par rapport à janvier 2014), à 11,98 millions de tonnes. Des replis ont été enregistrés dans les principaux pays producteurs : Allemagne (- 1,4 %), France (- 1,7 %), Pays-Bas (- 2,1 %), mais la collecte est restée dynamique au Royaume-Uni et en Pologne.

Collecte européenne, principaux pays (Données sur dix mois de campagne)



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Malgré ce ralentissement, sur les dix premiers mois de la campagne 2014/15, la collecte européenne est en hausse de 3,2 % par rapport à la campagne précédente (+ 3,85 millions de tonnes). Cependant, l'écart pourrait avoir diminué d'ici la fin de la campagne. Un certain nombre de pays, en hausse de collecte et déjà en dépassement en 2013/14, pourraient avoir réduit leur production afin de limiter les pénalités qu'ils auront à payer. C'est le cas de l'Allemagne, de l'Autriche, de Chypre, du Danemark, de l'Irlande et des Pays-Bas qui montrent les premiers signes d'inflexion.

Des fabrications ajustées à la demande

Dans ce contexte, les fabrications de poudres de lait écrémé sont en progression (+ 4,4 % sur un mois) tandis que celles de beurre et de crème sont stables. Les fabrications de produits de grande consommation, lait conditionné et fromages, sont en revanche en recul, en raison de la baisse de la demande, intérieure pour le lait, à l'exportation pour les fromages. Les ventes de fromages vers pays tiers ont en effet diminué de 15,4 % sur le seul mois de janvier (par rapport à janvier 2014), ce qui représente environ 9 200 tonnes de moins. Les exportations de poudre grasse ont également diminué au mois de janvier, de 3 100 tonnes (- 9,2 %), un volume moins important que celui observé sur la baisse des fabrications (- 17 500 tonnes, - 28,5 %).

Au contraire, grâce à de plus fortes disponibilités, les exportations de poudre de lait écrémé poursuivent leur essor, avec une croissance de 23,5 % sur le mois de janvier (+ 11 900 tonnes). La France reste le premier exportateur européen, devant la Belgique, dont les volumes vendus ont dépassé ceux de l'Allemagne sur ce premier mois. Enfin, les exportations de beurre sont également à la hausse (+ 11,2 %), tout comme celles de lactosérum (+ 5,1 %). Pour ces trois produits, le solde européen des échanges s'est amélioré au mois de janvier 2015.

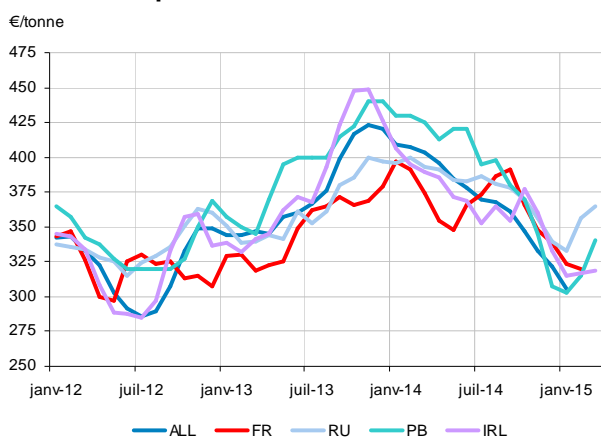
Léger redressement des cours des produits ces dernières semaines

Les prix européens des poudres et du beurre ont suivi l'évolution des prix mondiaux, caractérisée par une baisse jusqu'en janvier, avant un redressement aux mois de février et mars. Les dernières semaines montrent une stabilisation, voire un léger repli des prix. Le marché tourne au ralenti, avec peu de volumes achetés et vendus, les opérateurs attendant de savoir comment la collecte sera orientée à partir du mois d'avril.

En moyenne sur les 14 premières semaines, la poudre de lait écrémé est inférieure de 37,5 % à ce qu'elle était en 2014, et la poudre grasse de 31,3 %. Le prix du beurre a diminué quant à lui de 18,4 %. Les prix des fromages (edam, gouda, cheddar) ont évolué de façon similaire et sont inférieurs de 20 à 28 % aux prix constatés sur la même période de 2014.

Les cours du lactosérum affichent moins de variations sur le long terme, oscillant entre 870 et 960 €/tonnes depuis le début de l'année, en repli de 9,4 % par rapport à 2014.

Évolution du prix du lait payé au producteur dans l'Union européenne



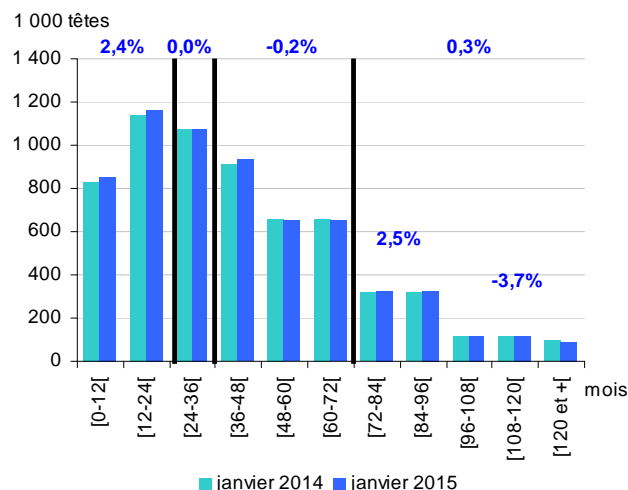
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Dans ce contexte de diminution des prix des produits industriels, le prix du lait payé au producteur a également été orienté à la baisse dans les différents États membres. En moyenne dans l'Union européenne, il est inférieur de 73 à 82 €/tonne entre janvier et mars 2015, par rapport à janvier-mars 2014. Certains pays (Irlande, Pays-Bas, Royaume-Uni) ont été réactifs et le prix du lait y a augmenté dès le mois de février, suite à la hausse observée sur les produits industriels.

Marché français

Une stabilité du cheptel de femelles laitières pour débuter l'année

Évolution du cheptel laitier femelle à intervalles réguliers de 12 mois



Source : FranceAgriMer d'après BDN

Au 1^{er} janvier 2015, le cheptel de femelles laitières montre une stabilisation de ses effectifs par rapport à janvier 2014, que ce soit pour les génisses (femelles de 24 à 36 mois) ou pour les vaches (femelles de plus de 36 mois). Concernant les génisses, cette stabilisation fait suite à plusieurs mois de repli par rapport à 2014 tandis que l'écart s'est au contraire réduit pour les vaches alors que le troupeau de ces femelles reproductrices était en développement depuis un an et demi. L'année 2014 a été marquée par une croissance des abattages de vaches laitières (+ 7,0 %, soit plus de 41 000 têtes supplémentaires), avec notamment une hausse de 16,7 % (+ 27 000 têtes environ) sur le seul 4^e trimestre. Sur cette période, le taux de réforme a atteint 2 % (contre 1,4 % quelques mois plus tôt), témoignant d'une véritable tendance de réduction du cheptel. Celle-ci s'est poursuivie sur le début de l'année 2015, avec une nouvelle augmentation de 10,0 % (17 460 têtes) des abattages de vaches, sur les 14 premières semaines.

Les disponibilités en femelles plus jeunes (moins de 2 ans) restent cependant nettement supérieures à ce qu'elles étaient un an auparavant, permettant d'éventuelles possibilités d'accroissement et de renouvellement du cheptel de femelles.

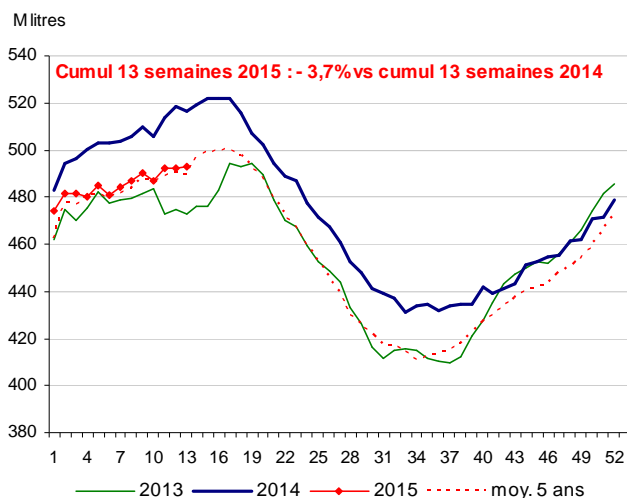
Un net repli de la collecte sur le 1^{er} trimestre qui entraîne une forte sous-réalisation sur la campagne 2014/15

Depuis l'automne 2014, la collecte française est orientée à la baisse ; celle-ci s'est encore renforcée depuis le début de l'année 2015. Ainsi, sur les 13 premières semaines, les volumes collectés ont reculé de 3,7 % par rapport à la même période de 2014 ce qui représente 245 millions de litres de moins.

Cette évolution a eu lieu dans un contexte mitigé :

- la demande mondiale n'a pas retrouvé le niveau qui avait été observé au début de l'année 2014, en raison notamment d'une demande chinoise plus mesurée ;
- la conséquence est une baisse des prix des produits industriels sur le marché mondial et, par ricochet, en France. Ce recul des cours était déjà effectif fin 2014 et s'est poursuivi sur les premières semaines de l'année 2015, entraînant les prix vers leur plus bas niveau depuis quatre ans. Les prix se sont légèrement redressés dans le courant du mois de février, probablement du fait d'une offre en repli, avant de se stabiliser ;
- comme en fin d'année 2014, le prix du lait payé au producteur a été dévalorisé et est même passé sous le niveau de 2013 en janvier et février 2015 (environ - 78 €/1 000 litres pour le prix du lait standard par rapport 2014).
- en revanche, les coûts de production sont toujours sur une tendance décroissante. En février 2015, l'indice Ipampa de l'Institut de l'élevage est inférieur de 2,0 % par rapport à février 2014, avec des baisses importantes sur le poste « aliments achetés » (- 5,5 %) et sur le poste « énergie et lubrifiants » (- 11 %).
- mais surtout, l'ensemble de la filière est dans l'expectative de ce début de campagne sans quota. Il se passe par conséquent peu de choses sur le marché, avec peu de volumes échangés.

Collecte hebdomadaire française



Source : Sondage hebdomadaire, FranceAgriMer

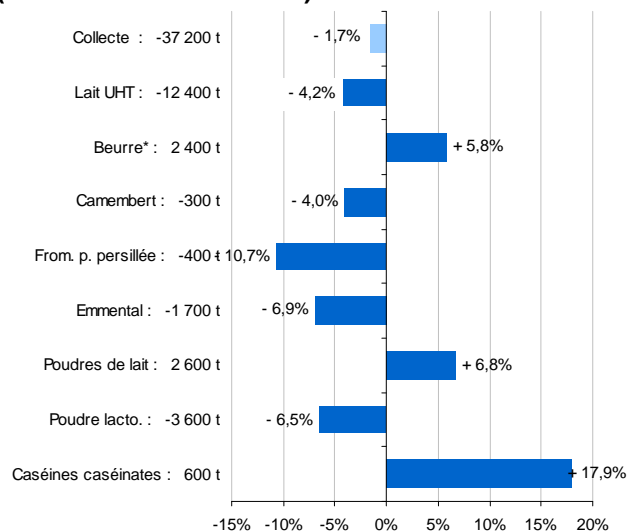
En cumul sur l'ensemble de la campagne 2014/15, la collecte de lait française s'élève à 25,175 millions de tonnes. Si l'on se base sur ces chiffres du sondage hebdomadaire (comparables sur le long terme à ceux de l'enquête mensuelle laitière), la sous-réalisation serait d'environ 4,3 % (un peu plus de 1,1 million de tonnes).

Un accent mis sur les fabrications de poudre de lait écrémé et de beurre, dont les exportations progressent également

Le recul de la collecte sur le mois de janvier 2015 a impacté à la baisse les fabrications de lait conditionné, des fromages et de poudre de lactosérum, alors qu'un effort de production a été fait sur les autres poudres, les caséines / caséinates ainsi

que sur le beurre, dont la consommation en France est toujours bien orientée.

Évolution des fabrications de produits laitiers (Données sur le 1^{er} mois)



* Beurre et MGLA en équivalent beurre

Remarque : la donnée « Poudres de lait » inclus les poudres grasses et les poudres de lait écrémé.

Source : Enquête mensuelle laitière, FranceAgriMer

La hausse des disponibilités en poudres, notamment écrémées, a permis un développement des exportations de ces produits sur les deux premiers mois de l'année (+ 9,7 %, soit + 4,3 milliers de tonnes), à la fois vers l'Union européenne (+ 4,2 %) et vers les pays tiers (+ 13,2 %). Le premier débouché, l'Algérie, a d'ailleurs augmenté ses achats mais c'est surtout la demande de l'Égypte qui a enregistré une forte croissance (+ 82 %, soit 1,4 milliard de tonnes supplémentaires), plaçant ce pays en 2^e destination pays tiers (4^e en incluant l'UE). Les ventes ont en revanche ralenti vers l'Asie (- 78 % vers la Chine et l'Indonésie), faute d'une offre suffisante pour satisfaire tous les marchés.

C'est peut-être également le manque d'offre qui a contraint les opérateurs français à réduire leurs exportations de poudres grasses (- 6,9 % sur janvier-février, soit - 1 100 tonnes environ), notamment vers les pays tiers (- 18,9 %), y compris l'Algérie, le premier débouché.

Le constat est similaire pour les fromages, avec une réduction des fabrications associée à un ralentissement des exportations (- 2,3 %). Celui-ci est observé à la fois vers les pays tiers (- 2,8 %), le développement des ventes vers l'Arabie Saoudite et la Corée du Sud ne compensant pas la perte engendrée par l'embargo sur la Russie, et vers l'Union européenne (- 3,1 %), dont le marché est probablement saturé en raison des difficultés de tous les grands producteurs (Allemagne, Pays-Bas, Pologne) à écouler leur production de fromages sans le débouché russe.

L'embargo russe a également pénalisé les exportations françaises de beurre vers les pays tiers, avec un repli de 7,5 % sur janvier et février. Mais les volumes ont pu être reportés vers l'Union européenne, et même au-delà, entraînant une hausse de 40 % des ventes totales françaises de beurre. Ainsi, même s'il reste déficitaire, le solde français des

échanges de beurre s'est amélioré, de 5 000 tonnes sur les deux premiers mois par rapport à 2014.

Consommation : le lait de consommation et les yaourts toujours en difficulté

La baisse des fabrications françaises de lait UHT est liée à celle de la consommation, marquée depuis maintenant deux ans. Sur les douze premières semaines de l'année 2015, comparativement à 2014, les achats des ménages de lait de consommation se sont à nouveau repliés, de 2,5 %, dans un contexte de hausse des prix. L'évolution est similaire pour les yaourts (- 4,2 %) et les fromages frais (- 4,1 %). En revanche, les achats de beurre et de margarine poursuivent leur progression (+ 3,0 % et + 6,6 % respectivement). Concernant les fromages, dont tous les prix sont en hausse, ce sont l'emmental (+ 1,7 %) et la raclette (+ 8,5 %) qui tirent leur épingle du jeu sur ce début d'année tandis que les pâtes molles sont en repli.

Lait biologique : une collecte en hausse et une consommation dynamique

La collecte française de lait biologique poursuit sa hausse sur le début de l'année 2015. Les volumes collectés au mois de janvier sont supérieurs de 7,5 % par rapport au mois de janvier 2014. Cette évolution fait suite à une croissance de 7,7 % de la production en 2014, la collecte atteignant ainsi 531 millions de litres, soit 38 millions de litres de plus qu'en 2013, et a pu être observée alors que les prix du lait payé aux producteurs ont été orientés à la baisse en fin d'année 2014 et jusqu'en janvier 2015 (- 45 euros par rapport à janvier 2014). Le facteur positif pour cette filière est le dynamisme de la consommation, qui se confirme à nouveau en 2015. En effet, les ménages français ont renforcé leurs achats de produits laitiers biologiques sur les douze premières semaines de l'année et pour la quasi-totalité des produits : de + 19,1 % pour le lait de consommation à + 1,6 % pour les yaourts, avec des hausses prononcées sur les matières grasses (beurre et crème) selon Kantar Worldpanel. Seuls les fromages sont en léger repli, en raison d'une 3^e période (23 février au 22 mars) plutôt mauvaise (- 5,7 %).

Ont contribué à ce numéro : unité Produits animaux, pêche et aquaculture / service Marchés et études de filières



La note de conjoncture filières laitières est une publication de FranceAgriMer. Directeur de la publication : **Éric Allain** / Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation de FranceAgriMer. L'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer de conseils personnalisés. Photos : Philippe Dubocq/Fotolia, Pixtal, droits réservés.

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil cedex
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30

www.franceagrimer.fr
www.agriculture.gouv.fr